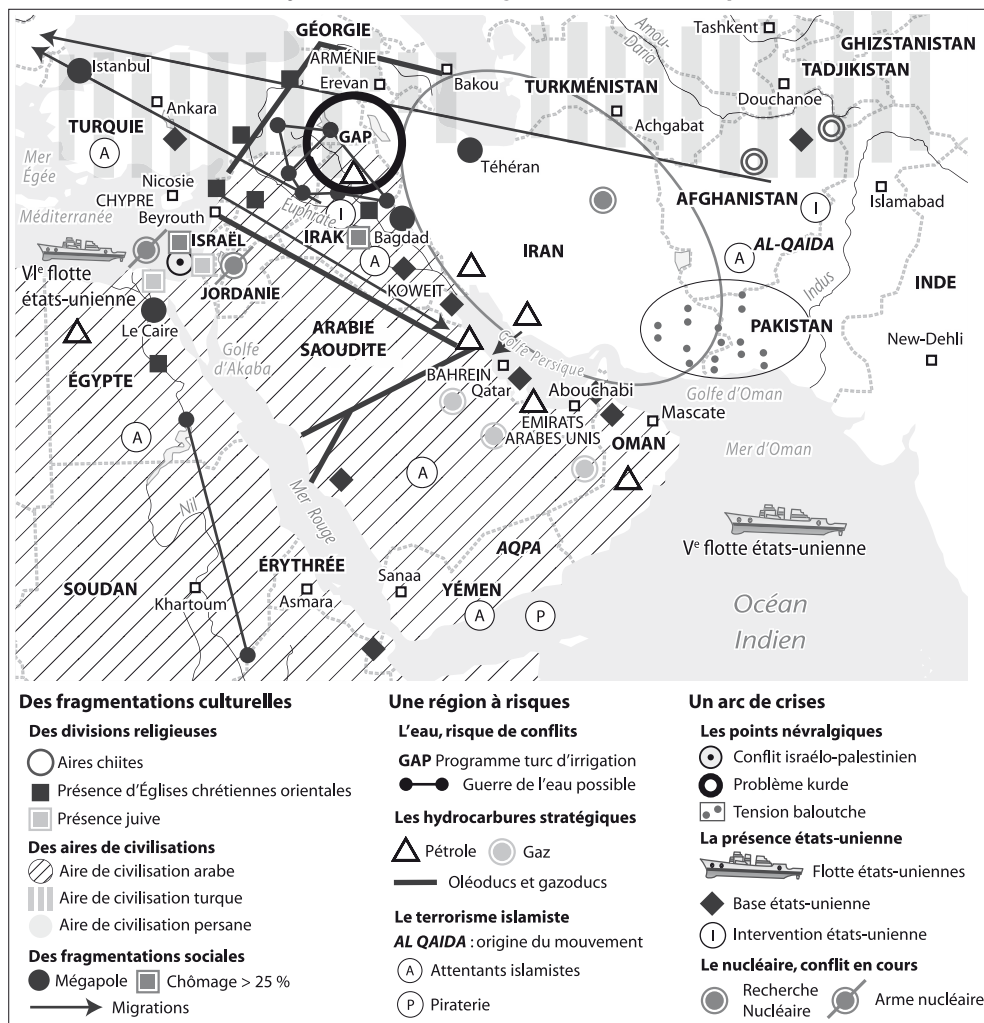


Unité et diversité du Moyen-Orient

1

Carte

Le Moyen-Orient : les fragmentations de l'espace



Questions : quoi-qui ?

1 Intégration et fragmentation culturelles

A • L'islam, un ciment régional

Quand les cavaliers arabo-musulmans du calife Omar dépassent les confins de la péninsule arabique au VII^e siècle pour aller islamiser les populations non arabes, ils sont particulièrement conscients qu'ils font œuvre d'intégration. Leur idée est simple : porter la parole du prophète Muhammad pour soumettre les hommes et les femmes à la volonté de Dieu dans la perspective de les sauver. En Afrique du Nord et en Asie du Sud-Ouest, ils relient les hommes sur des principes religieux en leur apportant des éléments comme l'écriture, et en leur en empruntant, comme les jardins suspendus perses par exemple. Dès lors, orientée vers le même idéal, selon des éléments fédérateurs, une civilisation arabo-musulmane naît, encadrée par un vaste empire, celui des Omeyyades d'abord puis celui des Abbassides, avant que les invasions turques et mongoles viennent modifier quelque peu la donne. Quelque peu, car l'islam reste le ciment des populations de cette région du monde que les Arabes nomment le Machrek, c'est-à-dire là où le soleil se lève.

B • Le maintien des différences religieuses

Cependant, les musulmans tolèrent les juifs et les chrétiens dans leur empire à condition qu'ils s'acquittent d'une taxe, tant est si bien que seuls les riches peuvent se permettre le luxe de conserver leur religion initiale. En conséquence, les populations du Moyen-Orient connaissent toujours aujourd'hui la présence de minorités juive et chrétienne en leur sein. Certes, depuis 1948, l'émigration vers l'État hébreu a considérablement réduit les communautés juives des pays de la région mais des juifs vivent encore en Iran, en Turquie et en Irak... Les communautés chrétiennes sont plus nombreuses mais prennent à leur tour le chemin de l'exode sous les assauts des islamistes. Que restera-t-il des communautés coptes d'Égypte, chaldéennes d'Irak, maronites du Liban et toutes les autres dans une décennie, au rythme actuel de leur diminution ? Sont-elles condamnées à se reconstituer en Occident, en terre chrétienne, pour survivre, ou à mourir au Moyen-Orient ? Il est difficile de répondre aujourd'hui à cette question, tout dépendra à la fois de l'évolution géopolitique de la région où un retour sera peut-être possible et de la manière dont ces communautés s'intégreront dans l'espace occidental. Toujours est-il que si des différences religieuses existent au Moyen-Orient, elles ont tendance à diminuer d'autant qu'en Israël, l'objectif affiché est de laisser davantage de territoires aux Palestiniens dans un partage ethnico-religieux donc, entre un État pour les juifs et un État pour les musulmans.

C • Les différences culturelles et sociales

Le Moyen-Orient est également fragmenté en plusieurs territoires ethniques avec des zones cosmopolites. Globalement, la péninsule arabique, le Croissant fertile et l'Égypte correspondent à la région où dominent les Arabes alors que la Turquie correspond à l'aire de civilisation turque, l'Iran à celle de la civilisation perse et l'Afghanistan, au mélange des deux. Cette vision synthétique ne saurait faire l'impasse sur la complexité ethnique des territoires. Ainsi, dans la région arabe, notons l'existence de Berbères à l'ouest de l'Égypte ainsi que la présence de Nubiens au sud de ce pays. Avec la création d'Israël en 1948, la communauté juive s'est accrue en Palestine, et le développement économique des monarchies pétrolières a attiré de plus en plus d'hommes d'origine persane voire indienne et pakistanaise dans ces émirats. Par ailleurs, au nord du Croissant fertile, les Kurdes revendiquent leur indépendance, notamment en Turquie où ils occupent le quart sud-est du territoire. En Iran, outre les Kurdes du Nord-Ouest, les Baloutches du Sud-Est, les Arabes du Khouzestan montrent leurs différences avec les Perses, d'où les tensions plus ou moins exacerbées dans le pays des ayatollahs. Quant à l'Afghanistan, on sait que les différentes ethnies de ce pays jouent contre l'entente nationale et le consensus. Les différences ethniques se superposent dans une certaine mesure aux différences religieuses : si les Arabes et les Turcs sont sunnites, les Perses sont chiites. Mais ce constat ne peut confiner à la caricature étant donné que les chiites druzes et alaouites de Syrie et du Liban voire les alevites de Turquie existent au milieu d'une vaste région sunnite. Outre les différences ethniques, les différences sociales marquent aussi la fragmentation du Moyen-Orient. Non seulement la différence entre les espaces urbains et ruraux accuse une dichotomie sociale évidente puisque la richesse se concentre davantage dans les villes que dans les campagnes, mais encore, au sein des villes, agglomérations macrocéphaliques ou bicéphaliques bien souvent, l'espace est divisé entre quartiers riches et quartiers pauvres dont la localisation ne correspond pas systématiquement à l'opposition centre-périphérie. En 2010-2011, le printemps arabe a éclaté dans ces sociétés pauvres, jeunes et alphabétisées.

2 Une hiérarchie des puissances économiques

A • Les puissances économiques régionales

En termes de PIB (produit intérieur brut), les puissances régionales sont la Turquie avec plus de 600 milliards de dollars en 2009, l'Arabie saoudite avec moins de 400 milliards de dollars, l'Iran avec 330 milliards, les Émirats arabes unis avec 230, Israël et l'Égypte avec près de 200 chacun. En considérant le PIB par habitant, le classement change quelque peu : le Qatar arrive en première place avec 85 600 dollars par habitant et par an en 2009, suivent le Koweït avec 54 300 dollars, les Émirats arabes unis avec 37 400 dollars, Bahreïn avec 33 300 dollars, Israël avec 26 700 dollars, l'Arabie saoudite et Oman avec près de 20 000 chacun. Dans ce deuxième classement apparaissent nettement les monarchies pétrolières et Israël. Quand on observe l'IDH (indice de développement humain), cette tendance se confirme, le premier pays de la région étant Israël avec une valeur de 0,935 en 2007. Puis viennent le Koweït avec 0,916, le Qatar avec 0,910, les Émirats arabes unis

avec 0,903, Bahreïn avec 0,895, le sultanat d'Oman avec 0,846, l'Arabie saoudite avec 0,843, la Turquie avec 0,812, et le Liban avec 0,803. Les autres pays affichent une valeur de l'IDH inférieure à 0,800, ce qui relève leurs insuffisances en termes d'infrastructures. Les puissances du Moyen-Orient sont donc les pays de la péninsule arabique, excepté le Yémen, auxquels il convient d'ajouter Israël. Il est donc clair que le pétrole est la source privilégiée d'accumulation du capital, mais ce n'est pas la seule puisque Israël, qui n'en produit presque pas, est aussi une puissance économique régionale. L'État hébreu bénéficie d'une main-d'œuvre très qualifiée, ce qui lui permet d'innover fortement. Par ailleurs, en termes d'intégration, les monarchies pétrolières de la péninsule arabique construisent peu à peu une association économique régionale, le Conseil de coopération du Golfe, zone de libre-échange avec union douanière et marché commun, qui s'achemine vers la monnaie unique.

B • Les puissances moyennes de la région

À la périphérie de ces pays, l'Égypte, l'Iran, la Jordanie et la Syrie font figure de pays intermédiaires. L'Égypte notamment, dont le PIB frôle les 200 milliards de dollars grâce à sa production d'hydrocarbures, à son agriculture (agrumes, blé, canne à sucre, coton...), et à son tourisme, n'affiche qu'un PIB par habitant et par an de près de 5 000 dollars et un IDH de 0,703. Même chose pour l'Iran, qui, avec un PIB de l'ordre de 330 milliards de dollars, fait figure de puissance régionale. Or, le PIB par habitant et l'IDH viennent nuancer cette donnée avec respectivement 11 300 dollars et 0,782. Sa production intérieure offre des valeurs élevées grâce notamment aux hydrocarbures, à l'agriculture et à une économie assez diversifiée. Jordanie et Syrie présentent le même profil avec un PIB supérieur pour la Syrie, 53 milliards de dollars environ contre 23 milliards pour la Jordanie, mais ces deux pays possèdent un PIB par habitant quasi identique, 4 800 dollars pour la Jordanie contre 4 700 pour la Syrie, et un IDH très proche, 0,770 pour la Jordanie et 0,742 pour la Syrie. La production d'hydrocarbures de la Syrie (20 millions de tonnes de pétrole et 5 500 milliards de m³ de gaz) fait la différence avec la production de phosphates de la Jordanie (6 millions de tonnes environ). Une mention spéciale est à porter au Liban, pays qui connaît un IDH d'une valeur supérieure à 0,800 et un PIB par habitant et par an de 10 000 dollars environ, ce qui le place dans une situation économique moyenne dans la région alors que sa production dépasse à peine les 33 milliards de dollars. La situation de l'Iran et celle de la Syrie permettent de nuancer l'idée que le pétrole peut tout. Ces deux pays sont de réels producteurs d'hydrocarbures mais leur situation tranche avec celle des monarchies pétrolières de la péninsule arabique.

C • Les pays en retard victimes de guérillas

Quatre pays font figure de pays en retard au Moyen-Orient : l'Irak, le Yémen, l'Afghanistan et les Territoires palestiniens. Ces quatre pays sont dans une situation de guérilla plus ou moins intense qui mine leur économie. Leur PIB est faible : plus de 90 milliards de dollars pour l'Irak, plus de 25 pour le Yémen, près de 14 pour l'Afghanistan et plus de 4 pour les Territoires palestiniens. Même chose pour leur PIB par habitant et par an : 3 500 pour l'Irak, 2 400 pour le Yémen et 600 pour l'Afghanistan et près de 1 200 pour les Territoires palestiniens. Quand à leur IDH, il traduit une situation de plus en plus difficile sur le terrain : 0,567 pour l'Irak, 0,575 pour le Yémen, 0,352 pour l'Afghanistan et,

paradoxalement, 0, 737 pour les Territoires palestiniens. Faut-il voir dans l'IDH relativement élevé des Territoires palestiniens les conséquences de la politique sociale du *Hamas* et l'apport des remises, l'argent envoyé par les Palestiniens qui travaillent dans les pays du golfe Persique ?

3 Une géopolitique régionale éclatée

A • Les monarchies pétrolières, entre modernité et tradition

Les monarchies pétrolières de la péninsule arabique, à l'instar de l'Arabie saoudite, sont des pays qui suivent strictement les préceptes de l'islam dans leur pure tradition. Pour autant, ce sont des alliés des États-Unis soit depuis les accords du *Quincy* en 1945 pour le royaume des Saoud, soit depuis leur indépendance, qui a eu lieu au cours des décennies 1960 et 1970, pour les autres. Le contrat implicite avec l'oncle Sam peut se définir en ces termes : « pétrole contre sécurité ». Mais la décennie 2000 a quelque peu changé la donne avec l'essor des attentats islamistes d'al-Qaïda en Arabie saoudite, le poids lourd de la péninsule. Ce pays replié sur lui-même, gardien des Lieux saints musulmans de Médine et de La Mecque, ancré dans son exclusivité wahhabite, est tiraillé entre les islamistes et ceux qui souhaitent une évolution de l'économie et du régime (voir le récent droit de vote accordé aux femmes). Les autres monarchies pétrolières sont moins fermées et il y est plus facile d'y obtenir un visa. De plus, elles agissent davantage pour le développement de leurs échanges avec l'Asie méridionale et orientale et avec l'Occident. Bahreïn, par exemple, est devenu une monarchie constitutionnelle en 2002 et connaît un développement touristique important, comme le Qatar et les Émirats arabes unis, notamment Dubaï. Le Qatar connaît parfois quelques tensions avec l'Arabie saoudite les émissions de la chaîne al-Jazeera, parfois éloignées des préceptes musulmans. Quant au sultanat d'Oman, il connaît un essor récent et paraît encore replié sur lui-même alors que l'islam ibadite est beaucoup plus ouvert que le wahhabisme d'Arabie saoudite.

B • Les autres puissances régionales

Même s'ils ne sont pas aussi développés, en termes d'IDH, que les monarchies pétrolières de la péninsule arabique, la Turquie, l'Iran et l'Égypte font figure de puissances régionales. La Turquie possède déjà un pied dans l'Europe avec l'union douanière qu'elle a institué avec l'Union européenne depuis le 1^{er} janvier 1996. Son objectif – celui de la majorité de la classe politique excepté certains partis – est d'adhérer à l'Union même si les négociations piétinent depuis quelques mois. La question du génocide arménien et la question kurde sont les pierres d'achoppement. Les Européens exigent une reconnaissance du génocide par l'État turc, les Turcs refusant d'obtempérer. La république de Turquie admet seulement des déplacements inhumains qui ont provoqué la mort de millions d'Arméniens mais en aucun cas sa responsabilité pour des événements qui ont eu lieu sous le sultanat ottoman. Le pays est aussi un vieil allié de l'oncle Sam, étant membre de l'OTAN depuis 1952. La Turquie appartient pleinement au Moyen-Orient puisqu'elle se trouve liée à la Syrie et à l'Irak pour la question de l'eau du bassin de l'Euphrate et du Tigre. Le pays

est également lié à ces deux pays et à l'Iran pour la question kurde. Les Kurdes rêvent d'un État qui s'étendrait sur ces quatre pays du Moyen-Orient. À l'évidence, la Turquie est un pivot géopolitique, une puissance régionale avec laquelle il faut compter. L'Iran s'affirme de plus en plus comme une autre puissance régionale, notamment avec sa volonté affichée de poursuivre son programme nucléaire. Isolé depuis la révolution islamique de 1979, le pays des ayatollahs est aujourd'hui coincé entre deux voisins occupés par l'armée états-unienne. Mais il possède des antennes dans la région avec le Hezbollah au Liban et le Hamas dans les Territoires palestiniens. S'il parvient à maîtriser l'enrichissement de l'uranium et à étendre son programme nucléaire civil au militaire, le pays deviendra alors un redoutable voisin. L'Égypte, quant à elle, s'est ralliée à l'oncle Sam après la guerre du Kippour de 1973. Mais comme pour les monarchies pétrolières, la décennie 2000 a quelque peu déstabilisé cette alliance d'autant que le pays a condamné l'intervention en Irak et a dénoncé l'impasse des négociations israélo-palestiniennes. Le printemps arabe pourrait changer la donne en mettant fin à l'entente avec Israël. L'Égypte regarde également en Afrique, esquissant un rapprochement avec le Soudan.

C • L'ennemi commun : Israël ?

Depuis sa création en 1948, Israël, pays imposé par l'Occident comme une nouvelle colonie selon le discours désormais connu, a été désigné comme l'ennemi des pays arabes indépendants. Les guerres qui ont suivi celle de l'indépendance d'Israël en 1948-1949 ont toutes impliqué la Syrie et l'Égypte voire le Liban, la Jordanie et l'Irak. Mais les constantes victoires de l'État hébreu en ont découragé plus d'un. L'Égypte notamment, farouche adversaire du temps du raïs Nasser, a fait la paix en 1979 après la signature des accords de Camp David l'année précédente. Particulièrement déçu par l'échec de la guerre du Kippour, le président égyptien Anouar el-Sadate a renoncé à des conflits coûteux et inutiles. La Jordanie qui a mené un jeu quelque peu équivoque dans ces conflits, a fait officiellement la paix en 1994 avec son voisin occidental immédiat. Les autres États arabes n'ont toujours pas reconnu l'État hébreu, les tensions restant particulièrement vives avec la Syrie au sujet de l'annexion du plateau du Golan par Israël en 1981. Les monarchies pétrolières, et notamment l'Arabie saoudite, n'ont jamais reconnu Israël mais ne sont jamais entrées en guerre contre lui. Leur alliance états-unienne les a empêchées d'intervenir directement, privant les belligérants arabes d'un soutien efficace. En 1973, la guerre du Kippour est la seule fois où les monarchies pétrolières se sont engagées en décidant à la fois l'augmentation du prix du baril de pétrole brut par le biais de l'OPAEP et de l'OPEP, et l'embargo de l'or noir vis-à-vis des pays occidentaux qui soutiennent Israël, dont l'oncle Sam. Quant à la Turquie, elle s'est rapprochée de l'État sioniste au début de la décennie 2000, lui livrant de l'eau par cargos entiers. Mais les relations se sont lourdement altérées en 2010 lors de l'arraisonnement par Tsahal d'une flottille humanitaire fortement composée de Turcs, portant secours aux Palestiniens de la bande de Gaza. L'Iran chiite révolutionnaire a dès sa naissance rejeté l'existence d'Israël, son président actuel, Mahmoud Ahmadinejad, déclarant qu'il fallait rayer ce pays de la carte. Malgré tout, Israël n'est pas l'ennemi commun des pays du Moyen-Orient. Certains ont fait la paix avec lui ; d'autres ne l'ont jamais combattu frontalement ; d'autres encore ont échoué dans leur tentative d'invasion.

Faits et problématiques

La dynamique régionale au Moyen-Orient

L'Occidental s'imagine que le Moyen-Orient correspond à une entité géographique peuplée d'Arabes musulmans producteurs de pétrole et ennemis d'Israël. Or, les populations ne sont pas toutes arabes ; les Arabes ne sont pas tous musulmans et les pays ne sont pas tous ennemis d'Israël. Pour autant, dans cet « Orient compliqué », comme l'écrivait le général de Gaulle, une dynamique régionale s'esquisse depuis peu qui pourrait bien être la première mouture d'une vaste association économique s'étendant sur toute la région. Comment définir la dynamique régionale du Moyen-Orient alors qu'aujourd'hui cette partie du monde est qualifiée d'arc de crises ?

1 Une unité régionale apparente

A • La religion crée davantage de fragmentations que d'intégration

Si l'islam représente le ciment religieux et culturel du Moyen-Orient, il ne peut être un vecteur d'intégration régionale. En premier lieu, la dernière religion révélée est divisée entre deux grands courants : le sunnite qui s'étend sur l'aire de civilisation arabe, la péninsule arabique et le Croissant fertile, voire l'aire de civilisation turque, la Turquie actuelle et une partie de l'Afghanistan, et le chiisme qui s'étend davantage sur l'aire de civilisation perse, c'est-à-dire l'Iran et l'autre partie de l'Afghanistan. Mais cette géographie globale ne rend pas compte de subtilités comme par exemple la présence d'une région chiite arabe au sud de l'Irak actuel ou encore celle de sunnites arabes au Khouzestan iranien. Elle ne rend pas compte également de la présence de plus en plus grande de chiites dans les monarchies pétrolières sunnites, occasionnant parfois quelques troubles comme à Bahreïn au début des années 1980 et en 2011. Ces chiites sont des Iraniens qui travaillent dans les pays du Golfe ou qui s'y sont installés depuis des décennies. Les chiites eux-mêmes sont ainsi divisés entre duodécimains (Iran, pays du Golfe), septimaniens (Afghanistan), alaouites (Syrie), druzes (Syrie, Liban, Israël). Le sunnisme admet également des différences régionales entre chafiïtes, hanbalites et hanafites dans la manière d'appliquer la *charia*. Ce tableau ne serait pas complet si l'on omettait de signaler la présence de chrétiens d'Orient comme les coptes en Égypte, les Chaldéens en Irak, les syriaques en Syrie, les maronites au Liban... Il existe encore des juifs présents un peu partout dans les villes de la région, mais la création d'Israël en 1948 a considérablement diminué leur nombre dans les pays arabes.

B • Des civilisations multiples qui s'influencent mutuellement

Malgré les fragmentations religieuses et culturelles, on peut parler d'une civilisation moyen-orientale étant donné les influences mutuelles. Certes, la civilisation arabe domine et a imposé l'islam et sa calligraphie aux civilisations égyptienne, turque et perse. Mais la riche civilisation perse a également influencé la civilisation arabe par son architecture, l'irrigation (les norias), les jardins suspendus et toute sa connaissance en médecine, mathématiques et autres sciences. Les Égyptiens ont également apporté des éléments à la civilisation arabe, comme notamment la géométrie... Les Turcs ont offert une organisation impériale qui a dominé la région du XVI^e au XX^e siècle de notre ère. Ainsi, une civilisation moyen-orientale s'est peu à peu esquissée, même si des différences existent entre l'Iran et la Turquie voire l'Arabie saoudite, et Israël. Les Moyen-orientaux sont confrontés à des problèmes sensiblement identiques : l'aridité ou semi-aridité, le problème de l'eau, l'insuffisance de leur industrie, et leur quête d'indépendance vis-à-vis des Occidentaux. Il semble que toutes ces questions soient aujourd'hui traitées sous l'angle national, ce qui attise les divisions et les conflits.

C • La question nationale, facteur de divisions

Au cours des décennies 1950 et 1960, le président égyptien Nasser a porté l'idée d'un panarabisme au Moyen-Orient en tentant de créer la République arabe unie entre la Syrie et l'Égypte entre 1958 et 1961. Mais la réaction nationale de la Syrie en septembre 1961 met fin à l'expérience : le parti Baas prend le pouvoir au terme d'un coup d'État et rompt avec l'Égypte. Dès lors, il sera impossible de créer une solidarité arabe régionale, et ce n'est pas la Ligue arabe née en 1945 qui pourra y parvenir. À l'aune de ces événements, la question nationale est le principal facteur de divisions au Moyen-Orient. L'État d'Israël a profité de cette situation et a pu ainsi gagner toutes les guerres israélo-arabes. Certes, en 1948, tous les pays limitrophes d'Israël entrent en guerre contre le jeune État, proclamé en mai : Liban, Syrie, Jordanie, Égypte et même l'Irak. Mais ce front arabe uni en apparence cache de nombreuses divergences d'appréciation. Jordanie et Égypte en profitent pour annexer des territoires de Palestine : la bande de Gaza pour l'Égypte et la Cisjordanie pour la Jordanie. À aucun moment ces deux pays n'ont pensé faire leur jonction militaire sur le terrain pour priver ainsi Israël du Néguev. Pire, ils s'ignorent après la guerre et n'envisagent pas un seul instant de s'entendre pour créer l'ébauche d'un État palestinien à partir de la bande de Gaza et de la Cisjordanie. En 1970, des affrontements éclatent en Jordanie entre combattants palestiniens et forces jordaniennes. En 1975, au Liban, la présence de combattants palestiniens provoque la guerre civile : les chrétiens de ce pays n'acceptaient pas qu'un groupe étranger armé circule sur leur sol. La guerre civile ne prend fin qu'en 1989 dans le pays du cèdre et se solde par la présence des armées syrienne et israélienne, respectivement à l'est et au sud du pays. Par ailleurs, la revendication nationale kurde sème des troubles en Turquie, en Irak et en Iran pendant de longues années. Si la situation s'est apaisée en Irak depuis 2003, voire en Iran, elle est loin d'être réglée en Turquie et cela malgré l'arrestation en 1999 d'Abdullah Öcalan, le chef du PKK, parti indépendantiste kurde. La question kurde a valu des tensions entre la Turquie et la Syrie, qui a soutenu logistiquement le PKK sur son sol jusqu'en 1998. Cette question s'est conjuguée à celle du sandjak d'Alexandrette, l'actuel Iskenderun, que les Français ont cédé aux Turcs en 1939 et qui est aujourd'hui revendiqué par la Syrie. On pourrait ainsi multiplier les exemples qui